

# **SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES**

**RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 AVRIL 2013**

# Sommaire

	Pages
Déclaration des personnes responsables	2
Rapport d'activité	3
Comptes consolidés et annexe	9
Rapport des Commissaires aux Comptes	33

## **DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES**

### **Responsable du Rapport financier Semestriel**

Monsieur Alain Fabre, Directeur Général, nommé le 19 décembre 2008, avec effet au 19 janvier 2009.  
Mandat renouvelé le 5 janvier 2012.

### **Attestation**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

### **Contact Investisseurs**

#### **Responsable de l'information, de la communication financière et des relations avec les actionnaires**

Monsieur Alain Boivert, Directeur Administratif et Financier  
Téléphone : 04.92.98.78.00  
Télécopie : 04.92.98.78.79  
1, Espace Lucien Barrière  
06400 Cannes

# SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 AVRIL 2013 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

#### Situation économique

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 41,7 M€ en diminution de 6,3% par rapport à l'exercice précédent.

Les hôtels, malgré un taux d'occupation en progression de 3,6 points (49,4% contre 45,8%), enregistrent une baisse du chiffre d'affaires hébergement de 8,5%. Cette baisse est liée principalement à la diminution de l'activité événementielle au mois de novembre 2012 et à la baisse des recettes moyennes (RMC 220 € en 2013 contre 259 € en 2012).

En ce qui concerne les Casinos, le produit brut des jeux enregistre une baisse de 7,5%, malgré une progression des entrées de 2,3%. Cette baisse concerne principalement l'activité machines à sous dont le produit brut diminue de 8,7%.

L'environnement économique défavorable impacte l'ensemble des secteurs d'activité.

Dans ces conditions, l'excédent brut d'exploitation est de -2,3 M€ contre -0,1 M€ l'exercice précédent.

#### Variation de périmètre

La S F C M C a acquis au cours de l'exercice 60 actions du Majestic pour un montant de 180 K€.

#### Contrôle fiscal

La S F C M C a fait l'objet d'une vérification fiscale portant sur la période du 01 novembre 2008 au 31 octobre 2011. Aucun redressement significatif n'a été notifié.

#### Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le montant du CICE sur la période du 01 janvier 2013 au 30 avril 2013 a été comptabilisé pour un montant de 230 K€. Ce crédit est inscrit en frais de personnel.

### LES RESULTATS

Les comptes consolidés du Groupe SFCMC pour le premier semestre clos le 30 avril 2013 se présentent ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Ecart en M€	Ecart en %
Chiffre d'affaires (*)	41,7	44,5	-2,8	-6.3%
Chiffre d'affaires net de prélèvement	30,7	32,5	-1,8	-5.5%
Excédent brut d'exploitation	-2,3	-0,1	-2,2	NS
Résultat opérationnel	-6,6	-4,3	-2,3	53.5%
Résultat net part du Groupe	-4,7	-2,9	-1,8	62,1%
Marge brute d'autofinancement	-0,5	1,0	-1,5	NS

(\*) Le chiffre d'affaires représente les recettes avant les prélèvements de l'Etat et de la Commune sur les recettes des jeux qui, sur la base du taux moyen annuel, sont déduits pour la détermination du chiffre d'affaires net.

L'analyse par activité est la suivante :

### Activité Casino

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Ecart en M€	Ecart en %
Produit brut jeux de table	3,1	3,1	0	0
Produit brut MAS	16,7	18,3	-1,6	-8,7%
<b>Produit brut des jeux total</b>	<b>19,8</b>	<b>21,4</b>	<b>-1,6</b>	<b>-7,5%</b>
Prélèvement	-11,0	-12,0	-1,0	-8,3%
Autres recettes jeux	0,3	0,1	0,2	200%
Produit net des jeux total	9,1	9,5	-0,4	-4,2%
Restauration	1,8	2,9	-1,1	-37,9%
Autres recettes	0,4	0,2	0,2	100%
<b>Chiffre d'affaires net de prélèvements</b>	<b>11,2</b>	<b>12,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>-11,1%</b>

Malgré une progression des entrées de 2,3%, le produit brut des machines à sous enregistre une décroissance de 8,7% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Cette tendance baissière avait été amorcée au cours du second semestre 2012 sur l'ensemble du marché des casinos en France.

Le produit brut jeux de table est stable par rapport à l'exercice précédent. Sur le Casino Croisette, la croissance du produit des jeux de table s'explique principalement par l'installation de la roulette anglaise électronique en septembre 2012 qui a permis d'enregistrer 0,5M€ de produit brut supplémentaire au cours du premier semestre. Par contre, sur les Princes, la forte baisse s'explique par une diminution de 0,8 M€ du produit brut black jack liée à une recette exceptionnelle enregistrée en 2012.

La décroissance de l'activité restauration est liée à l'absence d'une manifestation événementielle sur le mois de novembre.

### Activité hôtellerie

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Ecart en M€	Ecart en %
Hébergement	9,3	9,9	-0,6	-6,1%
Restauration	5,8	5,7	0,1	+1,7%
Autres recettes	2,9	2,9	0,0	-
<b>Chiffre d'affaires hôtellerie</b>	<b>18,0</b>	<b>18,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>-2,7%</b>

L'activité hébergement enregistre une baisse de 6,1% sur le premier semestre qui s'explique principalement par l'absence d'une grande manifestation événementielle sur Cannes en novembre 2012.

Le Majestic enregistre un taux d'occupation de 50% (47% à fin avril 2012) et le revpar s'établit à 128,2€ (contre 143,1 € au 1<sup>er</sup> semestre 2012).

Le Gray enregistre un taux d'occupation de 45% (39% au 1<sup>er</sup> semestre 2012) et un revpar de 70,1€ (contre 70,8€ au 1<sup>er</sup> semestre 2012). La baisse de la RMC (156€ contre 181€ en 2012) est compensée par la progression du taux d'occupation.

Les « Autres recettes » prennent en compte notamment les loyers de boutiques pour 1,9 M€.

### ***Excédent brut d'exploitation consolidé***

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2013	1 <sup>er</sup> semestre 2012	Ecart en M€	Ecart en %
Activité casino	-2,6	-1,3	-1,3	100%
Activité hôtellerie	-1,7	-0,7	-1,0	143%
Activité Autres	2,0	2,0	0,0	0%
<b>Total</b>	<b>-2,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-2,3</b>	<b>N S</b>

#### **Résultat casino**

L'excédent brut d'exploitation de l'activité casino s'élève à – 2,6 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2013 en diminution de 1,3 M€ par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012. Malgré une bonne maîtrise des charges, la baisse du produit brut des machines à sous et la diminution de l'activité banquet expliquent cette forte baisse.

#### **Résultat hôtellerie**

L'excédent brut d'exploitation de l'activité hôtel s'établit à – 1,7 M€ en diminution de 1,0 M€ par rapport à n-1. La baisse chiffre d'affaires hébergement malgré la maîtrise des frais généraux explique cette dégradation.

#### **Résultat des autres activités : SCI**

Il s'agit des loyers des boutiques créées dans le cadre de l'opération immobilière liée à l'extension du Majestic et louées à des enseignes prestigieuses depuis 2010 d'une part et d'autre part, du loyer prélevé sur le Majestic (0,5 M€), conformément au bail à construction, en vigueur depuis l'exercice 2008 entre la SCI et l'hôtel Majestic.

#### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est négatif à -6,6 M€ contre -4,3 M€ au premier semestre 2012.

#### **Résultat net consolidé, part du Groupe**

Le résultat fiscal du groupe étant négatif au premier semestre, un impôt différé actif de 2,9 M€ a été enregistré. Il est notamment compensé par la « Contribution sur la Valeur Ajoutée de l'Entreprise » (CVAE – composante de la nouvelle taxe professionnelle) de -0,3 M€ classée en impôt société, selon la règle groupe.

Dans ces conditions, le résultat net part du Groupe s'établit à -4,7 M€ contre -2,9 M€ à fin avril 2012.

### ***Situation Financière et flux de trésorerie.***

L'endettement net du Groupe SFCMC au 30 Avril 2013 s'élève à 33M€ contre 25M€ au 31 Octobre 2012 et 45M€ au 30 Avril 2012.

Le décalage du paiement des dividendes a permis de limiter à 14,8 M€ le tirage de ligne de crédit au premier semestre et de procéder à des remboursements de ligne de crédit pour 8,8 M€. Au 30 avril 2013, les lignes de crédit ou découverts autorisés non utilisés s'élevaient à 13,4 M€. L'effet de saisonnalité a été atténué par la diminution des suspens et l'augmentation des arrhes perçus sur les hôtels.

Les investissements se sont élevés à 2,4 M€ dans les 2 hôtels et concernent notamment la rénovation de chambres du Majestic, des mises en conformité, des travaux sur la climatisation, du matériel vidéo ...

Les casinos ont investi 0,3 M€ dont 0,2 M€ dans l'achat de machines et nouveaux postes pour la roulette anglaise électronique.

Le besoin en fonds de roulement varie de 1.201 K€ par rapport à fin octobre 2012 sous les effets positifs de l'amélioration du solde clients (+2.000 K€) notamment grâce à la perception d'arrhes et acomptes par les hôtels et la diminution des suspens, effets positifs minorés par la diminution des créances fournisseurs (815 K€).

En fin d'exercice, le groupe prévoit de faire face à ses engagements financiers.

### **LITIGES ET EVENEMENTS EXCEPTIONNELS**

#### **Litiges sociaux : participation des salariés**

Le 13 avril 2010, 72 salariés de SFCMC ont saisi le Conseil des Prud'hommes de Cannes pour demander la condamnation de SFCMC à leur payer des droits à participation et intéressement supplémentaires, sur la base de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 décembre 2007, qui a conclu à une surévaluation du prix d'acquisition réglé par SFCMC à CIP pour l'acquisition de la totalité du capital de la Société Anonyme Hôtel Gray d'Albion en mars 1991. Les salariés en cause n'ont pas chiffré le montant de leur demande. L'affaire a été évoquée devant le tribunal des prud'hommes les 2 et 17 décembre 2010. Seule la compétence du tribunal a été abordée au cours de ces audiences et la décision du conseil a fait l'objet d'un appel. Le 29 novembre 2011, la cour d'appel a rendu son délibéré sur la question relative à l'incompétence du conseil des prud'hommes sur le contentieux et a fait droit à la demande de la SFCMC. Ce dossier se plaidera donc devant le tribunal de grande instance de Grasse. L'audience prévue le 24 janvier 2013 a été renvoyée au 11 juin 2013.

Au cours de l'exercice 2011, 135 salariés supplémentaires ont formulé des demandes similaires; des audiences sont prévues devant le Conseil des Prud'hommes le 20 décembre 2012 et le 15 mars 2013. La SFCMC plaidera comme dans la première procédure l'incompétence du Conseil des Prud'hommes sur ce contentieux. L'audience du 20 décembre a été renvoyée au 23 mai 2013 et celle du 15 mars 2013 au 24 mai 2013.

Dans l'impossibilité d'apprécier le montant de ces demandes, et les moyens de droit et de fait sur lesquels elles ont fondées, SFCMC n'a constaté aucune provision dans les comptes.

## **Casino Les Princes - Litige des parois moulées**

Le 27 novembre 2006, la Ville de Cannes a informé la Société Casinotière du Littoral Cannois que les parois moulées de l'hôtel NOGA HILTON qui fait partie du complexe hôtelier PALAIS STEPHANIE, dans lequel la SCLC est locataire d'un espace dévolu au casino, ont été partiellement construites en débords sur le domaine public communal. Elle réclame à ce titre à la SCLC le règlement d'une redevance pour occupation du domaine public.

La société n'a jamais eu connaissance de ce fait auparavant, qui n'a jamais été mentionné pendant la négociation de la concession du casino, ni dans le bail commercial, ni dans le contrat de concession de service public.

Pour ces raisons, la SCLC a déposé auprès du Tribunal administratif de NICE trois requêtes en date des 8 mars 2007, 17 octobre 2007 et 11 février 2009 en annulation de trois titres exécutoires émis par la ville de Cannes au titre de la redevance pour occupation du domaine public respectivement pour les années 2006, 2007 et 2008, dont le montant pour les trois années réclamées s'élève à 280 k€.

Par un jugement en date du 1er juin 2010, le Tribunal Administratif de Nice a prononcé l'annulation de ces trois titres. La Ville de CANNES n'a pas interjeté appel à l'encontre de ce jugement, qui est donc devenu définitif.

Sur ce, la ville de Cannes a réémis des titres exécutoires pour les années 2006 à 2008 et a émis des titres pour les années 2009 et 2010, pour un montant global de 473 K€, également contesté par la SCLC devant le Tribunal administratif de NICE par requêtes respectivement en date du 14 mai 2010, du 8 juin 2010 et du 8 février 2011. La Ville de Cannes a émis un nouveau titre pour 2011 pour un montant de 97k€.

Le 26 mars 2013, le Tribunal administratif de NICE a rejeté l'ensemble de demandes formulées par la ville de Cannes et a décidé d'annuler l'ensemble des titres émis.

Le 28 mai 2013, la ville de Cannes a déposé une requête en annulation de ce jugement auprès de la cour d'appel de Marseille.

## **AUTRES PROCEDURES**

A la connaissance de la société SFCMC il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, le patrimoine, les résultats et la situation financière de la société et de ses filiales.

## **EVENEMENTS POST-CLOTURE ET PERSPECTIVES**

### **Avis de vérification**

La SAS hôtel Gray d'Albion fait l'objet d'un avis de vérification fiscale portant sur la période du 01 novembre 2009 au 31 octobre 2012.

## **Perspectives**

L'ensemble des activités a été impacté au cours du premier semestre. Des recettes moyennes par chambre en diminution, la baisse du nombre de couverts en restauration et un produit brut machines à sous en forte décroissance, confirment des tendances baissières dans tous les secteurs. Les tendances des premiers incitent donc à la plus grande prudence dans la gestion du Groupe, les perspectives du second semestre étant dépendantes de l'amélioration de l'environnement économique et d'une saison estivale favorable. Le Ramadan se situant cette année au mois de juillet, il est permis d'espérer une présence de la clientèle moyen- orientale plus importante que les saisons précédentes.

## ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE SEMESTRIEL RESUME

### ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Note</i>	<b>30/04/2013</b>	<b>31/10/2012</b>
		<b>net</b>	<b>net</b>
Immobilisations incorporelles	4	2 953	3 146
Immobilisations corporelles	5	316 327	317 843
Actifs financiers non courants		631	621
Autres débiteurs non courants		1 921	1 859
<b>Actif immobilisé</b>		<b>321 832</b>	<b>323 469</b>
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>321 832</b>	<b>323 469</b>
Stocks		699	654
Clients et comptes rattachés		4 256	5 711
Autres débiteurs courants		8 585	6 404
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	3 086	1 765
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>16 625</b>	<b>14 534</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>338 457</b>	<b>338 003</b>

## ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE SEMESTRIEL RESUME

### PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Note</i>	<b>30/04/2013</b>	<b>31/10/2012</b>
Capital	6	2 102	2 102
Primes		19 721	19 721
Autres réserves		151 189	149 855
Résultat de l'exercice		(4 661)	9 124
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>168 351</b>	<b>180 802</b>
Intérêts minoritaires		4 487	5 130
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>172 838</b>	<b>185 932</b>
Emprunts et dettes financières LT	7	24 450	16 638
Impôts différés passif		84 288	86 899
Provisions pour retraites et avantages assimilés	8,1	3 664	3 513
Provisions et autres passifs	8,1	0	0
Passifs financiers non courants	7.5	16	47
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>285 256</b>	<b>293 029</b>
Fournisseurs		5 951	8 646
Autres créditeurs et impôts société		34 903	25 303
Provisions, autres passifs et charges à caractère courant	8,1	699	763
Emprunts et dettes financières CT	7	11 648	10 262
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>53 201</b>	<b>44 974</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>338 457</b>	<b>338 003</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL RESUME

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Note</i>	<b>2012/2013</b>	<b>2011/2012</b>
		<b>Semestre</b>	<b>Semestre</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>9</b>	<b>41 650</b>	<b>44 481</b>
Prélèvements		(10 981)	(11 972)
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET DE PRELEVEMENTS</b>		<b>30 669</b>	<b>32 509</b>
Coûts nourriture et boisson		(1 787)	(1 845)
Frais de personnel		(18 244)	(18 268)
Loyers		(1 567)	(1 660)
Charges d'exploitation		(11 361)	(10 786)
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>9</b>	<b>(2 291)</b>	<b>(50)</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions		(3 962)	(4 097)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>(6 253)</b>	<b>(4 147)</b>
Autres charges opérationnelles		(341)	(111)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>(6 594)</b>	<b>(4 258)</b>
Coût de l'endettement financier net		(287)	(439)
Autres produits financiers		27	388
Autres charges financières		(4)	(163)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(264)</b>	<b>(213)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS</b>		<b>(6 858)</b>	<b>(4 471)</b>
Résultat des activités cédées			
Impôts	10	2 063	1 461
<b>RESULTAT NET</b>		<b>(4 795)</b>	<b>(3 010)</b>
Dont intérêts minoritaires		(134)	(98)
Dont part du groupe		(4 661)	(2 912)
Nombre d'actions en circulation		175 182	175 182
Résultat net par action (en euros)		-27,4	-17,2
Résultat dilué par action (en euros)		-27,4	-17,2

## ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	2012/2013	2011/2012
	Semestre	Semestre
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(4 795)</b>	<b>(3 011)</b>
<i>Eléments appelés à un reclassement ultérieur en « résultat net »</i>		
Variation de la juste valeur des instruments financiers	31	(39)
Impôts sur variation de juste valeur des instruments financiers	(11)	13
<i>Eléments non appelés à un reclassement ultérieur en « résultat net »</i>		
Ecart actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies	0	0
Impôts sur variation de juste valeur des écarts actuariels	0	0
<b>Total des gains et pertes comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>20</b>	<b>(26)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisé directement en capitaux propres</b>	<b>(4 775)</b>	<b>(3 037)</b>
Dont part du Groupe	(4 641)	(2 939)
Dont intérêts minoritaires	(134)	(98)

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUME

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Note</i>	<b>2012/2013</b>	<b>2011/2012</b>
		<b>Semestre</b>	<b>Semestre</b>
Résultat net des sociétés intégrées		(4 795)	(3 011)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		4 277	4 012
<b>Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(518)</b>	<b>1 001</b>
Coût de l'endettement financier net		287	439
Charge d'impôt exigible		(2 063)	(1 461)
<b>Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(2 294)</b>	<b>(21)</b>
Impôts versés		(3 733)	(4 428)
Variation du besoin en fonds de roulement		1 201	(541)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité courante</b>		<b>(4 826)</b>	<b>(4 990)</b>
Variation de périmètre			
Investissements sur actifs existants et rénovation	9	(2 708)	(1 963)
Investissements de développement	9	0	(22)
Variation des subventions d'investissements		618	3 810
Cessions d'actifs		201	100
Variation des autres actifs immobilisés		(10)	(5)
Variation des dettes et créances sur immobilisations		(340)	610
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(2 239)</b>	<b>2 530</b>
Variation de capital			
Acquisition de titres	2	(180)	0
Dividendes versés		(347)	(2 977)
Variation "autres passifs non courants"		0	(9 097)
Intérêts encaissés / (décaissés)		(286)	(439)
Emissions d'emprunts		14 811	13 750
Dépôts reçus / (versés)		77	37
Remboursements d'emprunts		(8 775)	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>5 300</b>	<b>1 274</b>
<b>TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE</b>		<b>(1 764)</b>	<b>(1 186)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>			
Trésorerie d'ouverture		(296)	(1 539)
Trésorerie de clôture		(2 060)	(2 726)
Incidence des variations de change			

## DETAIL DE LA TRESORERIE DE CLOTURE

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>2012/2013</b>	<b>2011/2012</b>
	<b>Semestre</b>	<b>Semestre</b>
Disponibilités	3 086	3 778
Découverts bancaires	(5 146)	(6 504)
<b>Trésorerie</b>	<b>(2 060)</b>	<b>(2 726)</b>

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

(En milliers d'euros)

	Capital social	Primes	Réserves	Réserves liées à la variation des gains et pertes actuariels	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers	Résultat de l'exercice	Total Capitaux Propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
<b>31 octobre 2011</b>	<b>2 102</b>	<b>19 721</b>	<b>144 780</b>	<b>-136</b>	<b>(26)</b>	<b>8 276</b>	<b>174 718</b>	<b>5 340</b>	<b>180 058</b>
Emission d'actions									
Réduction de capital									
Affectation résultat			8 276			(8 276)			
Frais d'émission augmentation de capital									
Distribution dividendes			(2 628)				(2 628)	(349)	(2 977)
Variation de périmètre et pourcentage d'intérêts									
Résultat net de l'exercice						(2 913)	(2 913)	(98)	(3 011)
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres						(26)	(26)		(26)
<b>30 avril 2012</b>	<b>2 102</b>	<b>19 721</b>	<b>150 428</b>	<b>(136)</b>	<b>(52)</b>	<b>(2 913)</b>	<b>169 151</b>	<b>4 893</b>	<b>174 044</b>
<b>31 octobre 2011</b>	<b>2 102</b>	<b>19 721</b>	<b>144 780</b>	<b>-136</b>	<b>(26)</b>	<b>8 276</b>	<b>174 718</b>	<b>5 340</b>	<b>180 058</b>
Emission d'actions									
Réduction de capital									
Affectation résultat			8 276			(8 276)			
Frais d'émission augmentation de capital									
Distribution dividendes			(2 628)				(2 628)	(349)	(2 977)
Variation de périmètre et pourcentage d'intérêts			(61)				(61)	(183)	(244)
Résultat net de l'exercice						9 124	9 124	325	9 449
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres				(347)	(5)		(352)	(2)	(354)
<b>31 octobre 2012</b>	<b>2 102</b>	<b>19 721</b>	<b>150 368</b>	<b>(483)</b>	<b>(31)</b>	<b>9 124</b>	<b>180 802</b>	<b>5 132</b>	<b>185 933</b>
<b>31 octobre 2012</b>	<b>2 102</b>	<b>19 721</b>	<b>150 368</b>	<b>(483)</b>	<b>(31)</b>	<b>9 124</b>	<b>180 802</b>	<b>5 132</b>	<b>185 933</b>
Emission d'actions									
Réduction de capital									
Affectation résultat			9 124			(9 124)			
Frais d'émission augmentation de capital									
Distribution dividendes			(7 780)				(7 780)	(357)	(8 138)
Variation de périmètre et pourcentage d'intérêts			(28)				(28)	(153)	(181)
Résultat net de l'exercice						(4 661)	(4 661)	(134)	(4 796)
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres					20		20		20
<b>30 avril 2013</b>	<b>2 102</b>	<b>19 721</b>	<b>151 683</b>	<b>(483)</b>	<b>(11)</b>	<b>(4 661)</b>	<b>168 351</b>	<b>4 487</b>	<b>172 838</b>

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### Introduction

La Société Fermière du Casino Municipal de Cannes et ses filiales exploitent deux hôtels et leurs plages, deux casinos à Cannes ainsi qu'une société civile immobilière.

La société est une société anonyme dont le siège social est situé au :

1, espace Lucien Barrière – 06400 Cannes.

L'action SFCMC est cotée sur le Marché d'Euronext Paris SA.

L'exercice social de la société commence le 1er novembre et se termine le 31 octobre de l'année suivante ("l'Exercice"). Pour les besoins des états financiers semestriels résumés, le premier semestre désigne le semestre clos le 30 avril de l'Exercice concerné.

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 juin 2013.

### Note 1

#### Principes et méthodes comptables

##### 1. 1 Référentiel

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois close au 30 avril 2013 ont été établis conformément à la norme IAS 34 «Information Financière Intermédiaire». S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations financières requises par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, établis en conformité avec les normes comptables internationales («normes IFRS») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et qu'adoptées par l'Union Européenne.

Conformément à IAS 34, Les notes annexes présentées ci après portent uniquement sur les éléments significatifs du semestre.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Les comptes consolidés résumés du 1<sup>er</sup> semestre sont établis selon les mêmes règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels aux 31 octobre 2012, telle qu'exposées dans les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations obligatoires sont : l'amendement à IAS 1 "Présentation des autres éléments du résultat global", appliquée par le groupe au 1<sup>er</sup> novembre 2012. Les autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er novembre 2012 ne s'appliquent pas aux activités du groupe et n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du groupe.

Le groupe n'a pas opté pour l'application anticipée des normes et interprétation dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2012/2013.

Le groupe n'applique pas les normes IFRS n'ayant pas encore été approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de l'exercice.

Par ailleurs, certaines règles et méthodes comptables sont propres à l'établissement des états financiers intermédiaires :

## **1.2 Variation saisonnière**

Le groupe SFCMC constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un trimestre à l'autre, le niveau de chiffre d'affaires et des charges. Ainsi les résultats annuels dépendent de façon significative de l'activité du second semestre de l'Exercice, soit du 1er mai au 31 octobre, qui correspond traditionnellement à la haute saison pour le Groupe. Par conséquent, les résultats du premier semestre 2012/2013 ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'Exercice 2012/2013.

En effet, les mois d'août et de mai (Festival International du Film) restent les mois les plus forts en termes d'activité. Le mois de décembre est le mois le plus faible, notamment en raison de la fermeture annuelle des hôtels Majestic et Gray d'Albion. Cependant, le caractère saisonnier de l'activité est atténué par les nombreux congrès et festivals qui animent la ville tout au long de l'année. Cannes est la seconde ville française de congrès, après Paris.

## **1.3 Principales estimations**

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe, la Direction du Groupe et des filiales peut être amenée à faire des estimations et des hypothèses ; celles-ci ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de la période. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les éléments significatifs pouvant faire l'objet de telles estimations et hypothèses sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

## **1.4 Information sectorielle**

Les secteurs d'activité du Groupe se distinguent autour des deux grands métiers, les casinos et l'hôtellerie :

- L'activité Casinos concerne l'exploitation de 2 casinos et regroupe les activités d'exploitation de jeux de tables traditionnels, des machines à sous, de la restauration ainsi que les autres prestations réalisées dans les établissements de jeu

- L'activité hôtelière concerne l'exploitation de 2 hôtels et leurs plages, des restaurants attenants et de l'ensemble des activités de loisir réalisées au sein de ces établissements

- Les autres secteurs concernent les activités de location immobilière.

Il n'existe pas d'autre secteur opérationnel représentant au moins 10 % des produits des activités ordinaires, 10 % du résultat net ou 10 % des actifs et pouvant être identifié de façon distincte.

Compte tenu du type d'activités réalisé par la Société, celle-ci n'a pas de dépendance significative à l'égard de ses principaux clients.

La Société réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires en France.

## **1.5 Prélèvements**

Les prélèvements sur les jeux représentent le prélèvement communal, le prélèvement de l'Etat fixe et progressif ainsi que la CRDS et la CSG assis sur tout ou partie du produit brut des jeux.

Le prélèvement semestriel sur les jeux est enregistré sur la base d'un taux moyen annuel estimé dans la mesure où le résultat de l'application du barème progressif légal à fin avril n'est pas représentatif des prélèvements que le Groupe devrait supporter en fin d'exercice.

### **1.6 Avantages du personnel**

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2012/2013, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 octobre 2012.

En effet, sauf événement particulier au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des comptes semestriels.

### **1.7 Impôts sur le résultat**

La charge / le produit d'imposition sur les résultats a été déterminée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif de l'impôt attendu pour l'ensemble du groupe fiscal.

## **NOTE 2 : EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

### **Situation économique**

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 41,6 M€ en diminution de 6,3% par rapport à l'exercice précédent.

Les hôtels, malgré un taux d'occupation en progression de 3,6 points (49,4% contre 45,8%), enregistrent une baisse du chiffre d'affaires hébergement de 8,5%. La baisse des recettes moyennes est justifiée par la diminution de l'activité événementielle.

En ce qui concerne les Casinos, le produit brut des jeux enregistre une baisse de 7,5%, malgré une progression des entrées de 2,3%. Cette baisse impacte principalement l'activité machines à sous dont le produit brut diminue de 8,7%.

L'environnement économique défavorable impacte l'ensemble des secteurs d'activité.

Dans ces conditions, l'excédent brut d'exploitation est de -2,2 M€ contre -0,1 M€ l'exercice précédent

### **Variation de périmètre.**

La S F C M C a acquis au cours de l'exercice 60 actions du MAJESTIC pour un montant de 180 K€.

### **Contrôle fiscal**

La S F C M C a fait l'objet d'une vérification fiscale portant sur la période du 01 novembre 2008 au 31 octobre 2011. Aucun redressement significatif n'a été notifié.

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### Note 3

#### Périmètre et variation de périmètre

NOM ET ADRESSE	% d'intérêts			Mode d'intégration		
	30/04/2013	31/10/2012	30/04/2012	30/04/2013	31/10/2012	30/04/2012
Hôtel Majestic S.A.	96,18%	96,08%	95,94%	Globale	Globale	Globale
La Plage du Majestic SAS (1)	96,18%	96,08%		Globale	Globale	
Hôtel Gray d'Albion S.A.	100,00%	100,00%	100,00%	Globale	Globale	Globale
Société Casinotière du Littoral Cannois S.A.	100,00%	100,00%	100,00%	Globale	Globale	Globale
SCI 8 Cannes Croisette	99,90%	99,90%	99,90%	Globale	Globale	Globale

(1) société créée le 3 octobre 2012

## Note 4

### Immobilisations incorporelles et amortissements

En milliers d'euros	31/10/2012	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres	30/04/2013
Logiciels, licences	1 159	21	-	72	1 252
Amortissements et provisions	(916)	(42)	-	(72)	(1 030)
<b>Net</b>	<b>243</b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>222</b>
Marques	6	-	-	-	6
Amortissements et provisions	(6)	-	-	-	(6)
<b>Net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Autres immobilisations incorporelles (1)	5 885	-	-	-	5 885
Amortissements et provisions	(2 982)	(172)	-	-	(3 154)
<b>Net</b>	<b>2 903</b>	<b>(172)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 731</b>
<b>Total en valeur brute</b>	<b>7 050</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>72</b>	<b>7 143</b>
<b>Total amortissements provisions</b>	<b>(3 904)</b>	<b>(214)</b>	<b>-</b>	<b>(72)</b>	<b>(4 190)</b>
<b>Total en valeur nette</b>	<b>3 146</b>	<b>(193)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 953</b>

(1) Les autres immobilisations incorporelles concernent le droit au bail du casino Barrière les Princes.

En milliers d'euros	31/10/2011	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres	30/04/2012
Logiciels, licences	1 196	40	-	-	1 236
Amortissements et provisions	(917)	(44)	-	-	(961)
<b>Net</b>	<b>279</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>275</b>
Marques	6	-	-	-	6
Amortissements et provisions	(5)	-	-	-	(5)
<b>Net</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
Autres immobilisations incorporelles (1)	5 885	-	-	-	5 885
Amortissements et provisions	(2 638)	(172)	-	-	(2 810)
<b>Net</b>	<b>3 247</b>	<b>(172)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 075</b>
<b>Total en valeur brute</b>	<b>7 087</b>	<b>40</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 127</b>
<b>Total amortissements provisions</b>	<b>(3 560)</b>	<b>(216)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 776)</b>
<b>Total en valeur nette</b>	<b>3 527</b>	<b>(176)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 351</b>

(1) Les autres immobilisations incorporelles concernent le droit au bail du casino Barrière les Princes.

En milliers d'euros	31/10/2011	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres	31/10/2012
Logiciels, licences	1 196	52	-	(89)	1 159
Amortissements et provisions	(917)	(88)	-	89	(916)
<b>Net</b>	<b>279</b>	<b>(36)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>243</b>
Marques	6	-	-	-	6
Amortissements et provisions	(5)	(1)	-	-	(6)
<b>Net</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Autres immobilisations incorporelles (1)	5 885	-	-	-	5 885
Amortissements et provisions	(2 638)	(344)	-	-	(2 982)
<b>Net</b>	<b>3 247</b>	<b>(344)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 903</b>
<b>Total en valeur brute</b>	<b>7 087</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>-89</b>	<b>7 050</b>
<b>Total amortissements provisions</b>	<b>(3 560)</b>	<b>(433)</b>	<b>-</b>	<b>89</b>	<b>(3 904)</b>
<b>Total en valeur nette</b>	<b>3 527</b>	<b>(381)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 146</b>

(1) Les autres immobilisations incorporelles concernent le droit au bail du casino Barrière les Princes.

## Note 5

### Immobilisations corporelles et amortissements

En milliers d'euros	31/10/2012	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres Mouvements (1)	30/04/2013
Terrains	259 392	-	-	-	259 392
Provisions	-	-	-	-	-
<b>Net</b>	<b>259 392</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>259 392</b>
Constructions et aménagements	127 217	900	(14)	467	128 570
Amortissements et provisions	(83 099)	(2 270)	14	0	(85 355)
<b>Net</b>	<b>44 118</b>	<b>(1 370)</b>	<b>-</b>	<b>467</b>	<b>43 215</b>
Installation technique / Matériel et outillage industriel	26 270	649	(186)	-	26 733
Amortissements et provisions	(19 885)	(936)	173	-	(20 648)
<b>Net</b>	<b>6 385</b>	<b>(287)</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>6 085</b>
Autres immobilisations corporelles	29 691	349	(376)	24	29 688
Amortissements et provisions	(22 129)	(1 080)	194	-	(23 015)
<b>Net</b>	<b>7 562</b>	<b>(731)</b>	<b>(182)</b>	<b>24</b>	<b>6 673</b>
Immobilisations en cours	1 020	788	(187)	(24)	1 597
Amortissements et provisions	(634)	-	-	-	(634)
<b>Net</b>	<b>386</b>	<b>788</b>	<b>(187)</b>	<b>(24)</b>	<b>963</b>
<b>Total en valeur brute</b>	<b>443 590</b>	<b>2 686</b>	<b>(763)</b>	<b>467</b>	<b>445 980</b>
<b>Total amortissements et provisions</b>	<b>(125 747)</b>	<b>(4 286)</b>	<b>381</b>	<b>0</b>	<b>(129 652)</b>
<b>Total en valeur nette</b>	<b>317 843</b>	<b>(1 600)</b>	<b>(382)</b>	<b>467</b>	<b>316 328</b>

(1) Les autres mouvements correspondent à la variation nette des subventions d'investissement et aux mises en service des immobilisations en cours

En milliers d'euros	31/10/2011	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres Mouvements (1)	30/04/2012
Terrains	259 392	-	-	-	259 392
Provisions	-	-	-	-	0
<b>Net</b>	<b>259 392</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>259 392</b>
Constructions et aménagements	128 668	836	(45)	597	130 056
Amortissements et provisions	(80 506)	(2 443)	45	0	(82 904)
<b>Net</b>	<b>48 162</b>	<b>(1 607)</b>	<b>0</b>	<b>597</b>	<b>47 152</b>
Installation technique / Matériel et outillage industriel	25 259	751	(247)	-	25 763
Amortissements et provisions	(18 670)	(938)	147	-	(19 461)
<b>Net</b>	<b>6 589</b>	<b>(187)</b>	<b>(100)</b>	<b>0</b>	<b>6 302</b>
Autres immobilisations corporelles	27 388	208	(2)	-	27 594
Amortissements et provisions	(19 935)	(1 020)	2	0	(20 953)
<b>Net</b>	<b>7 453</b>	<b>(812)</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>6 641</b>
Immobilisations en cours	1 082	150	-	-	1 232
Amortissements et provisions	(634)	-	-	-	(634)
<b>Net</b>	<b>448</b>	<b>150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>598</b>
<b>Total en valeur brute</b>	<b>441 789</b>	<b>1 945</b>	<b>(294)</b>	<b>597</b>	<b>444 037</b>
<b>Total amortissements et provisions</b>	<b>(119 744)</b>	<b>(4 401)</b>	<b>194</b>	<b>-</b>	<b>(123 951)</b>
<b>Total en valeur nette</b>	<b>322 045</b>	<b>(2 456)</b>	<b>(100)</b>	<b>597</b>	<b>320 086</b>

(1) Les autres mouvements correspondent à la variation nette des subventions d'investissement et aux mises en service des immobilisations en cours

En milliers d'euros	31/10/2011	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres Mouvements (1)	31/10/2012
Terrains	259 392	-	-	-	259 392
Provisions	0	-	-	-	0
<b>Net</b>	<b>259 392</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>259 392</b>
Constructions et aménagements	128 668	1 146	(2 234)	(363)	127 217
Amortissements et provisions	(80 506)	(4 827)	2 234	0	(83 099)
<b>Net</b>	<b>48 162</b>	<b>(3 681)</b>	<b>0</b>	<b>(363)</b>	<b>44 118</b>
Installation technique / Matériel et outillage industriel	25 259	1 776	(765)	-	26 270
Amortissements et provisions	(18 670)	(1 880)	664	-	(19 885)
<b>Net</b>	<b>6 589</b>	<b>(104)</b>	<b>(101)</b>	<b>0</b>	<b>6 385</b>
Autres immobilisations corporelles	27 388	595	(37)	1 745	29 691
Amortissements et provisions	(19 935)	(2 231)	37	-	(22 129)
<b>Net</b>	<b>7 453</b>	<b>(1 636)</b>	<b>-</b>	<b>1 745</b>	<b>7 562</b>
Immobilisations en cours	1 082	233	-	(295)	1 020
Amortissements et provisions	(634)	-	-	-	(634)
<b>Net</b>	<b>448</b>	<b>233</b>	<b>0</b>	<b>(295)</b>	<b>386</b>
<b>Total en valeur brute</b>	<b>441 789</b>	<b>3 750</b>	<b>(3 036)</b>	<b>1 087</b>	<b>443 590</b>
<b>Total amortissements et provisions</b>	<b>(119 744)</b>	<b>(8 938)</b>	<b>2 935</b>	<b>0</b>	<b>(125 747)</b>
<b>Total en valeur nette</b>	<b>322 045</b>	<b>(5 188)</b>	<b>(101)</b>	<b>1 087</b>	<b>317 843</b>

(1) Les autres mouvements correspondent à la variation nette des subventions d'investissements et aux mises en service des immobilisations en cours

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES**

**Note 6**

**Capital social - Actionnariat**

	Nombre d'actions			% du Capital			% En Droit de vote (1)		
	30/04/2013	31/10/2012	30/04/2012	30/04/2013	31/10/2012	30/04/2012	30/04/2013	31/10/2012	30/04/2012
Famille Barrière Desseigne	105 682	105 681	105 681	60,33%	60,33%	60,33%	65,56%	65,56%	65,53%
Casinvest	40 894	40 894	40 894	23,34%	23,34%	23,34%	25,42%	25,42%	25,45%
Fimalac	17 519	17 519	17 519	10,00%	10,00%	10,00%	5,45%	5,45%	5,45%
Public	11 087	11 088	11 088	6,33%	6,33%	6,33%	3,57%	3,57%	3,57%
<b>TOTAL</b>	<b>175 182</b>	<b>175 182</b>	<b>175 182</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

(1) Un droit de vote double est attaché à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis deux ans au moins.

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### Note 7

#### Emprunts et dettes financières

##### Note 7.1

##### Répartition par nature

<i>En milliers d'euros</i>	30/04/2013	31/10/2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 859	23 803
Dépôts et cautionnements	1 100	1 043
Découverts bancaires	5 139	2 054
<b>Dettes financières (1)</b>	<b>36 098</b>	<b>26 900</b>
Disponibilités	3 086	1 765
<b>Trésorerie active</b>	<b>3 086</b>	<b>1 765</b>
<b>Dette nette</b>	<b>33 012</b>	<b>25 135</b>

(1) Somme des lignes "Emprunts et dettes financières LT" et "Emprunts et dettes financières CT" du bilan passif  
Le principal contrat bancaire impose le respect du ratio financier annuel suivant : dette nette/fonds propres < 2.  
Le groupe a respecté ce ratio au 31 octobre 2012 et le respectera au 31 octobre 2013

##### Note 7.2

##### Répartition par échéances

<i>En milliers d'euros</i>	30 avril 2013	2013	2014	2015	2016	2017	au-delà	Total
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit		6 500	11 600	11 750	-	-	-	29 850
Emprunts, dettes financières diverses		-	-	-	-	-	1 100	1 100
Découverts bancaires et concours bancaires courants		5 139	-	-	-	-	-	5 139
Intérêts courus non échus		9	-	-	-	-	-	9
<b>TOTAL</b>		<b>11 648</b>	<b>11 600</b>	<b>11 750</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>	<b>36 098</b>

<i>En milliers d'euros</i>	31 octobre 2012	2013	2014	2015	2016	2017	au-delà	Total
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit		8 200	11 600	3 995	-	-	-	23 795
Emprunts, dettes financières diverses		0	-	-	-	-	1 043	1 043
Découverts bancaires et concours bancaires courants		2 054	-	-	-	-	-	2 054
Intérêts courus non échus		8	-	-	-	-	-	8
<b>TOTAL</b>		<b>10 262</b>	<b>11 600</b>	<b>3 995</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 043</b>	<b>26 900</b>

**Note 7.3****Dettes garanties par des sûretés réelles**

En milliers d'euros	30/04/2013	31/10/2012
Dettes garanties par des sûretés réelles ou autres (cf. note 11.1)	24 850	23 795
Dettes non garanties	11 248	3 105
<b>TOTAL</b>	<b>36 098</b>	<b>26 900</b>

**Note 7.4****Lignes de crédit et découverts confirmés****AVRIL 2013**

En milliers d'euros	2013	Disponibles	Utilisées	Non utilisées
Encours de crédit moyen terme		48 425	34 989	13 436

**Echéancier des lignes de crédit disponibles non utilisées et découverts confirmés**

En milliers d'euros	2013	30/04/2013
2013		13 200
2014		236
2015		
2016		
2017		
Au-delà		
<b>TOTAL</b>		<b>13 436</b>

**AVRIL 2012**

En milliers d'euros	2012	Disponibles	Utilisées	Non utilisées
Encours de crédit moyen terme		52 885	45 613	7 272

**Echéancier des lignes de crédit disponibles non utilisées et découverts confirmés**

En milliers d'euros	2012	30/04/2012
2012		7 272
2013		
2014		
2015		
2016		-
Au-delà		
<b>TOTAL</b>		<b>7 272</b>

**Note 7.5****Instruments financiers**

En milliers d'euros		31/10/2011	Variation	31/10/2012
<b>Cap</b>	Notionnel	18 935	(5 043)	13 892
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	(40)	40	0
	Prime	-	-	-
<b>Swap de taux d'intérêts</b>	Notionnel	12 950	(4 529)	8 421
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	6	(53)	(47)
	Prime	-	-	-
		<b>(34)</b>	<b>(13)</b>	<b>(47)</b>

Les instruments dérivés ci-dessus valorisés à leur juste valeur ont été comptabilisés en autres passifs financiers en contrepartie de la situation nette pour leur part efficace.

En milliers d'euros		31/10/2012	Variation	30/04/2013
<b>Cap</b>	Notionnel	13 892	(4 151)	9 741
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	0	0	0
	Prime	-	-	-
<b>Swap de taux d'intérêts</b>	Notionnel	8 421	(3 475)	4 946
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	(47)	31	(16)
	Prime	-	-	-
		<b>(47)</b>	<b>31</b>	<b>(16)</b>

Les instruments dérivés ci-dessus valorisés à leur juste valeur ont été comptabilisés en autres passifs financiers en contrepartie de la situation nette pour leur part efficace.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 8

Provisions, autres passifs et charges

Note 8.1 Variation de la période

Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant

	31/10/2012	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2013
Provisions pour retraites	3 364	151					3 515
Provisions pour médailles du travail	149						149
<b>Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant</b>	<b>3 513</b>	<b>151</b>					<b>3 664</b>

Provisions à caractère courant

	31/10/2012	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2013
Autres provisions pour risques et charges	763			(64)			699
<b>Provisions à caractère courant</b>	<b>763</b>			<b>(64)</b>			<b>699</b>

Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant  
(En milliers d'euros)

	31/10/2011	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2012
Provisions pour retraites	2 575	141					2 716
<b>Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant</b>	<b>2 575</b>	<b>141</b>					<b>2 716</b>

Provisions à caractère courant

	31/10/2011	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2012
Autres provisions pour risques et charges	786	3					789
Autres passifs à caractère courant (2)	8 939		(8 939)				
<b>Provisions à caractère courant</b>	<b>9 725</b>	<b>3</b>	<b>(8 939)</b>				<b>789</b>

(2) Dividendes à verser à moins d'un an

Impact net des charges encourues, hors impôts

	30 avril 2013	Dotations	Reprise avec utilisations	Reprises sans utilisation	Total
Exploitation		151	0	(64)	87
Financier					
Exceptionnel					
<b>TOTAL</b>		<b>151</b>		<b>(64)</b>	<b>87</b>

	30 avril 2012	Dotations	Reprise avec utilisations	Reprises sans utilisation	Total
Exploitation		144			144
Financier					
Exceptionnel					
<b>TOTAL</b>		<b>144</b>			<b>144</b>

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### Note 9

#### Informations par secteur d'activité

Les résultats opérationnels par secteur d'activité sont détaillés ainsi :

(En milliers d'euros)

	Casinos	Hôtellerie	Autres	dont inter-segment	Total Groupe
<b>Au 30 avril 2012</b>					
Volume d'affaires	24 552	18 539	1 951	(561)	44 481
Chiffre d'affaires net de prélèvement	12 580	18 539	1 951	(561)	32 509
Dont ventes inter-segment	12	22	527	(561)	0
Excédent brut d'exploitation	-1 277	-705	1 933		-50
				Résultat opérationnel	-4 258
				Résultat financier	-213
				Résultat global des opérations	-4 471
				Impôt	1 461
				Résultat net	-3 011
Immobilisations incorporelles et corporelles	10 416	281 434	31 589		323 438
Investissements au titre d'actifs non courants (1)	359	1 626			1 985

(1) ces investissements se décomposent en investissements sur actifs existants (1 161 K€), investissements de rénovation (802 K€) et investissements de développement (22 K€)

Les montants en inter segments correspondent pour l'essentiel à l'élimination du loyer entre le Majestic et la SCI

	Casinos	Hôtellerie	Autres	dont inter-segment	Total Groupe
<b>Au 31 octobre 2012</b>					
Volume d'affaires	61 841	68 929	3 912	(1 101)	133 581
Chiffre d'affaires net de prélèvements	31 381	68 929	3 912	(1 101)	103 121
Dont ventes inter-segment	12	34	1 055	(1 101)	0
Excédent brut d'exploitation	1 384	19 469	3 876		24 729
				Résultat opérationnel	15 773
				Résultat financier	(392)
				Résultat global des opérations	15 381
				Impôt	(5 932)
				Résultat net	9 449
Immobilisations incorporelles et corporelles	9 811	279 651	31 527		320 989
Investissements au titre d'actifs non courants (1)	1 456	2 345			3 801

(1) ces investissements se décomposent en investissements sur actifs existants (2 693 K€) et investissements de rénovation (1 108 K€)

Les montants en inter segments correspondent pour l'essentiel à l'élimination du loyer entre le Majestic et la SCI

(En milliers d'euros)

	Casinos	Hôtellerie	Autres	dont inter-segment	Total Groupe
<b>Au 30 avril 2013</b>					
Volume d'affaires	22 215	18 024	1 998	(589)	41 650
Chiffre d'affaires net de prélèvement	11 234	18 024	1 998	(589)	30 669
Dont ventes inter-segment	20	17	551	(588)	0
Excédent brut d'exploitation	-2 571	-1 719	1 998		-2 291
				Résultat opérationnel	-6 594
				Résultat financier	-264
				Résultat global des opérations	-6 858
				Impôt	2 063
				Résultat net	-4 795
Immobilisations incorporelles et corporelles	8 602	279 214	31 464		319 280
Investissements au titre d'actifs non courants (1)	349	2 359			2 708

(1) ces investissements se décomposent en investissements sur actifs existants (2 241 K€) et investissements de rénovation (467 K€)

Les montants en inter segments correspondent pour l'essentiel à l'élimination du loyer entre le Majestic et la SCI

## Note 10

### Impôts sur les bénéfices

#### Note 10.1

#### Réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle

En milliers d'euros	30/04/2013	30/04/2012
Résultat net des sociétés intégrées	(4 796)	(3 011)
Dont charge totale d'impôt	2 063	1 461
<b>Résultat théorique taxable</b>	<b>(6 859)</b>	<b>(4 472)</b>
Taux d'impôt en France	34,43%	34,43%
<b>Charge / produit d'impôt théorique (a)</b>	<b>2 362</b>	<b>1 540</b>
Incidence des différences permanentes	29	80
Incidence du reclassement de la CVAE	(162)	(159)
CICE	79	
Taxe de 3% sur le versement des dividendes	(244)	
Autres		
<b>Total des incidences (b)</b>	<b>(298)</b>	<b>(79)</b>
<b>Charge / produit d'impôt calculée (a) + (b)</b>	<b>2 064</b>	<b>1 461</b>
<b>CHARGE / PRODUIT D'IMPOT REEL</b>	<b>2 063</b>	<b>1 461</b>
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>-30%</b>	<b>-33%</b>

#### Note 10.2

#### Ventilation de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/04/2013	30/04/2012
Impôt exigible	(356)	(317)
Impôts différés net	2 419	1 778
<b>Total</b>	<b>2 063</b>	<b>1 461</b>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

**Note 11**  
**Engagements hors bilan**

**Note 11.1 Nantissements et hypothèques**

En milliers d'euros					
Type de garantie	Date de début	Date de fin	Montant d'origine 2012	Engagement au 31/10/2012	Engagement au 30/04/2013
Nantissement de 19 375 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 31,34% du capital et de 1016 actions de l'HOTEL GRAY D'ALBION, soit 27,46% du capital	01/02/11	25/10/15	31 500	19 000	18 000
Nantissement de 7 700 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 12,45% du capital	01/02/11	25/10/15	8 550	4 795	6 850
<b>Total</b>			<b>40 050</b>	<b>23 795</b>	<b>24 850</b>

Pas de nantissement sur la ligne de crédit de 5 000 M€

**Note 11.2 Cautions et contreparties**

En milliers d'euros						
Type de garantie	Date de début	Date de fin	Montant d'origine	Encours au 30/04/2013	Engagement au 30/04/2013	Engagement au 31/10/2012
<b>Engagements donnés:</b>						
SEMEC - Casino Croisette	18/02/05	31/12/13	2	2	2	2
Jackpot Multisites - Casino Croisette	27/07/09	31/12/13	18	18	18	18
Ville de Cannes - concession - Casino Les Princes	04/08/03	30/06/21	1 000	1 000	1 000	1 000
Jackpot Multisites - Casino Les Princes	27/07/09	31/12/13	12	12	12	12
Ville de Cannes - concession de plage - Plage Majestic	27/02/04	31/12/12	66	0		66
Ville de Cannes - concession de plage - Plage Majestic	18/01/13	08/11/24	92	92	92	
Atout France - Majestic	22/11/08	Sans limitation	10	10	10	10
Ville de Cannes - concession de plage - Gray d'Albion	22/09/03	31/12/17	36	43	43	43
Banque de France - changeur manuel - Gray d'Albion	19/06/08	Sans limitation	38	38	38	38
Atout France - Gray d'Albion	10/09/03	Sans limitation	10	10	10	10
World Hotel - Gray d'Albion	24/03/11	31/12/14	15	15	15	15
<b>Total</b>			<b>1 299</b>	<b>1 240</b>	<b>1 240</b>	<b>1 214</b>

**Note 11.3 Autre engagement donné**

En milliers d'euros		
	Engagement au 30/04/12	Engagement au 31/10/12
Engagement de construction et de travaux SCLC	3 166	3 238
<b>Total</b>	<b>3 166</b>	<b>3 238</b>

Ces engagements s'inscrivent sur la durée restante du contrat de concession (fin: 10/04/2021) dans le cadre des obligations prises initialement vis-à-vis de la ville qui s'élevaient à 22 515 K€ pour la durée totale de la concession.

**Note 11.4 Contrats de location simple**

En milliers d'euros	
	Location simple non résiliable
2013	295
2014	216
2015	13
2016	2
2017	1
Au-delà	0
<b>Total</b>	<b>527</b>

**Note 11.5 Échéancier des paiements futurs sur contrats**

En milliers d'euros				
	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Dettes (cf note 7.2)	6 500	23 350	-	29 850
Contrats de location simple (cf note 11.4)	295	232	-	527
Contrat de concession (cf a)	3 676	8 873	3 869	16 418
Autres obligations contractuelles ou commerciales (cf b)	1 766	7 064	6 792	15 622
<b>Total</b>	<b>12 237</b>	<b>39 519</b>	<b>10 661</b>	<b>62 417</b>

(a) Le cahier des charges de la concession définit un certain nombre d'obligations relatives au développement touristique de la ville ainsi qu'à la participation à l'effort artistique et culturel notamment. La contribution fixe des casinos s'élève à ce titre à 6 558 K€ sur la durée résiduelle des deux concessions (SFCMC: 31/10/2015 - SCLC: 10/04/2021). Les autres éléments lorsqu'ils sont variables sont projetés à fin de concession à partir du réalisé 2012. Ce montant prend également en compte les engagements en terme d'investissement.

Les engagements de travaux et de renouvellement correspondent aux investissements prévisionnels sur la durée de la concession lorsque ceux-ci sont chiffrés et requis par le cahier des charges signé avec la mairie. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des investissements de renouvellement et améliorations pratiqués par le groupe usuellement. Toutefois, si au cours de l'exécution du contrat de délégation, l'équilibre économique prévu est rompu, le délégataire peut saisir son autorité déléguée afin de rétablir la dite équation financière.

(b) Autres loyers immobiliers

**Note 11.6 Droits individuels à formation**

Volumes d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis:	64 207
Volumes d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande:	62 303

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### Note 12

### Eléments concernant les entreprises liées

	SAS Groupe Lucien Barrière		Société d'exploitation de la marque Le Fouquet's	
En milliers d'euros	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012
Remises nourriture et boisson	167	183		-
Remises autres achats	100	102		
Charges opérationnelles (1)	(1 458)	(1 422)	(36)	(34)

(1) Il s'agit pour GLB SAS des coûts liés au contrat d'assistance technique pour l'essentiel. Concernant la SEMF, il s'agit de la redevance de marque selon le contrat de licence de marque du Fouquet's

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

### Note 13

#### Litiges et passifs éventuels

Litiges sociaux : participation des salariés

Le 13 avril 2010, 72 salariés de SFCMC ont saisi le Conseil des Prud'hommes de Cannes pour demander la condamnation de SFCMC à leur payer des droits à participation et intéressement supplémentaires, sur la base de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 décembre 2007, qui a conclu à une surévaluation du prix d'acquisition réglé par SFCMC à CIP pour l'acquisition de la totalité du capital de la Société Anonyme Hôtel Gray d'Albion en mars 1991. Les salariés en cause n'ont pas chiffré le montant de leur demande. L'affaire a été évoquée devant le tribunal des prud'hommes les 2 et 17 décembre 2010. Seule la compétence du tribunal a été abordée au cours de ces audiences et la décision du conseil a fait l'objet d'un appel. Le 29 novembre 2011, la cour d'appel a rendu son délibéré sur la question relative à l'incompétence du conseil des prud'hommes sur le contentieux et a fait droit à la demande de la SFCMC. Ce dossier se plaidera donc devant le tribunal de grande instance de Grasse. L'audience prévue le 24 janvier 2013 a été renvoyée au 11 juin 2013.

Au cours de l'exercice 2011, 135 salariés supplémentaires ont formulé des demandes similaires; des audiences sont prévues devant le Conseil des Prud'hommes le 20 décembre 2012 et le 15 mars 2013. La SFCMC plaidera comme dans la première procédure l'incompétence du Conseil des Prud'hommes sur ce contentieux. L'audience du 20 décembre a été renvoyée au 23 mai 2013 et celle du 15 mars 2013 au 24 mai 2013.

Dans l'impossibilité d'apprécier le montant de ces demandes, et les moyens de droit et de fait sur lesquels elles ont fondées, SFCMC n'a constaté aucune provision dans les comptes.

Débordement des parois moulées sur le domaine public communal (Société Casinotière du Littoral Cannois)

Le 27 novembre 2006, la Ville de Cannes a informé la Société Casinotière du Littoral Cannois que les parois moulées de l'hôtel NOGA HILTON qui fait partie du complexe hôtelier PALAIS STEPHANIE, dans lequel la SCLC est locataire d'un espace dévolu au casino, ont été partiellement construites en débords sur le domaine public communal. Elle réclame à ce titre à la SCLC le règlement d'une redevance pour occupation du domaine public.

La société n'a jamais eu connaissance de ce fait auparavant, qui n'a jamais été mentionné pendant la négociation de la concession du casino, ni dans le bail commercial, ni dans le contrat de concession de service public.

Pour ces raisons, la SCLC a déposé auprès du Tribunal administratif de Nice trois requêtes en date des 8 mars 2007, 17 octobre 2007 et 11 février 2009 en annulation de trois titres exécutoires émis par la Ville de Cannes au titre de la redevance pour occupation du domaine public respectivement pour les années 2006, 2007 et 2008, dont le montant pour les trois années réclamées s'élève à 280 k€.

Par un jugement en date du 1er juin 2010, le Tribunal Administratif de Nice a prononcé l'annulation de ces trois titres. La Ville de Cannes n'a pas interjeté appel à l'encontre de ce jugement, qui est donc devenu définitif.

Sur ce, la Ville de Cannes a réémis des titres exécutoires pour les années 2006 à 2008 et a émis des titres pour les années 2009 et 2010, pour un montant global de 473 K€, également contesté par la

SCLC devant le Tribunal administratif de NICE par requêtes respectivement en date du 14 mai 2010, du 8 juin 2010 et du 8 février 2011.

Le 21 décembre 2011, la ville de Cannes a réémis un nouveau titre exécutoire au titre de 2011 pour un montant de 95k€. La SCLC a déposé un nouveau recours devant le tribunal administratif en février 2012.

Le 26 mars 2013, le Tribunal administratif de Nice a rejeté l'ensemble des demandes formulées par la ville de Cannes et a décidé d'annuler l'ensemble des titres émis. Le 28 mai 2013, la ville de Cannes a déposé une requête en annulation de ce jugement auprès de la cour d'appel de Marseille.

Ils devraient à terme, trouver une issue qui ne devrait pas avoir de conséquences défavorables sur les comptes de la société.

## **NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES**

### **Note 14**

#### **Evénements postérieurs à la clôture**

La SAS Hôtel Gray d'Albion fait l'objet d'un avis de vérification fiscale portant sur la période du 1er novembre 2009 au 31 octobre 2012.

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

**FIDEXCO FRANCE**  
19 rue Rossini  
06000 Nice

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> novembre 2012 au 30 avril 2013)**

Aux Actionnaires  
**Société Fermière du Casino Municipal de Cannes**  
1, Espace Lucien Barrière  
06400 Cannes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Société Fermière du Casino Municipal de Cannes, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> novembre 2012 au 30 avril 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Nice, le 20 juin 2013

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

FIDEXCO FRANCE

Anne-Claire Ferrié

Philippe Matheu